

DELIBERATION N° 87/02-02 - ETABLISSEMENT D'UN P.E.R./ACCORD DE PRINCIPE

Monsieur REINSTADLER, Adjoint délégué à l'Urbanisme, rappelle à l'Assemblée les dispositions relatives à la loi du 13 Juillet 1982 qui prévoit, outre l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles, l'obligation pour l'Etat d'élaborer des Plans d'Exposition aux risques naturels (P.E.R.) dans les zones concernées.

Un projet de P.E.R. est actuellement à l'étude afin de répondre aux inquiétudes suscitées par des glissements de terrain sur les coteaux de la Moselle. Devant la multiplication de ces phénomènes naturels sur plusieurs villages implantés sur les coteaux, l'Etat propose d'inclure dans un périmètre d'étude toutes les communes menacées sises entre SEXEY-AUX-FORGES à l'Ouest et LUDRES à l'Est.

La procédure administrative autorise les communes concernées à exprimer un avis sur l'opportunité d'un P.E.R. sur les coteaux de la Moselle, dont l'établissement fera bientôt l'objet d'un arrêté préfectoral.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,
décide à l'unanimité :

- d'émettre un avis favorable au projet d'établissement du P.E.R. des coteaux de la Moselle et de solliciter Monsieur le Préfet à prendre un arrêté en vue de son établissement.

- d'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'association de la commune au projet.